

Fessenheim peut et doit être fermée maintenant !

Ce qui est loin d'être le cas

La doyenne des centrales françaises cumule les incidents Et elle a des particularités qui sont une menace permanente et croissante pour les Alsaciens mais également pour nos voisins allemands et suisses, qui, eux, ont pourtant décidé d'en finir avec les risques de cette technologie.

- Radier trop mince, C'est LE RADIER le plus mince de toutes les centrales françaises à 1m5 (normes à 8m) . Le corium (matière radioactive formée lors de la fusion du cœur du réacteur) mettrait **24 heures** pour atteindre la nappe phréatique, la plus grande d'Europe ! Avec le coûteux renforcement annoncé par EDF, le corium traverserait le radier en 48 heures !
- Elle est en zone sismique et à 9 mètre en contrebas du grand canal d'Alsace,
- Les piscines de combustible usé (très radioactif), sont très vulnérables lors d'un séisme, d'un acte terroriste ou la chute d'un avion car elles sont situées à l'extérieur des dômes en béton de l'enceinte de confinement

Ces failles de sûreté sont dénoncées depuis des années et internationalement connues.

À cela s'ajoute les dangers liés au vieillessement de la doyenne des centrales françaises. Alors qu'elle présente des signes évidents d'essoufflement, pouvons-nous tolérer qu'elle atteigne 39 ans ? Même l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) met en évidence le risque de rupture des cuves des réacteurs passé 35 ans de fonctionnement !

Les récents incidents survenus sur le réacteur n°2 - et qui ne sont que le 23ème épisode d'une série d'incidents apparus depuis son redémarrage en mars dernier- ont apporté la preuve d'une sûreté clairement dégradée et de flagrantes lacunes dans la maintenance.

Au rythme où s'enchaînent les problèmes, pouvons-nous attendre quatre ans de plus ?

Sur un plan purement énergétique, Fessenheim pourrait être fermée dès aujourd'hui sans créer de manque. En effet, la contribution de cette centrale à la production électrique française ne s'est élevée qu'à 1,3 % en 2011

Mais La fermeture de Fessenheim est devenue tellement emblématique qu'elle constitue la clé de voûte de la sortie du nucléaire en France

EDF l'a bien compris et c'est pourquoi nous observons un forcing impressionnant

- Déclaration de Proglia le directeur d'EDF pour réclamer à l'Etat le remboursement du manque à gagner et des investissements non encore amortis si Fessenheim fermait en 2016 on parle de 2 milliards d'€
- Lettre publique des directeurs de centrales nucléaires de soutien aux salariés de Fessenheim 700 salariés et 200 prestataires permanents
- Manifestation de masse des salariés de Fessenheim surtout CGT pour demander la poursuite d'exploitation pour sauver leurs emplois .D'autres syndicats comme SUD ont clairement pris position pour un arrêt de Fessenheim souhaitant en faire un site pilote du démantèlement une filière d'excellence pour développer un nouveau savoir faire

Après Fukushima L'ASN, autorité de sûreté nucléaire, avait formulé 40 prescriptions pour pouvoir poursuivre l'exploitation de Fessenheim .

Notamment le renforcement du radier et la création d'une 2ème source d'eau froide pour le réacteur N°1 .Ces travaux doivent être fait avant le 30 juin 2013 .EDF est bien décidé à faire ces travaux quel qu'en soit le coût et on parle de dizaine de millions d'€ afin d'obtenir un prolongement d'exploiter 10

ans supplémentaires. EDF pourra alors exiger que la centrale ne soit pas fermée au nom des financements engagées.

De son côté Le directeur de l'ASN Mr Lacoste a laissé entendre dans le « journal du dimanche » que la fermeture n'était pas irréversible et qu'elle pouvait être repoussée à la prochaine mandature. En clair il suffit de gagner quelques mois de fin 2016 à mai 2017 pour attendre le prochain président de la république et si c'est la droite qui revenait Fessenheim était sauvée .

Bernard Laponche pointe une faille dans le dossier du gouvernement « si la fermeture de Fessenheim est prise pourquoi ne pas arrêter les réacteurs avant qu'EDF n'engage les travaux exigés par l'ASN ?

Denis Baupin député d'Europe Ecologie LV a écrit au président de la cour des comptes Didier Migaud pour qu'il s'exprime en tant que garant du bon usage des fonds publics sur la pertinence de tels travaux qu'il estime de 20 à 200 millions d'euros pour le réacteur N°1 et des prescriptions similaires risquent d'être prise par l'ASN en fin d'année pour le réacteur N°2 de la centrale, avec les mêmes investissements. EDF est détenu à 85 % par l'état c'est-à-dire qu'une fois de plus c'est avec nos impôts que ces dépenses inutiles vont être engagées.

Les technique de démantèlement ne sont pas encore au point aujourd'hui la plus ancienne centrale en bretagne Brennelis est en cours de démantèlement depuis 1985 .Il faut dit bernard laponche améliorer les techniques et notamment développer la robotique on voit qu'à Fukushima les robots ne sont pas au point .La sous traitance tel que pratiquée actuellement par EdF ne suffira pas .

Ce démantèlement va aussi poser le problème récurrent des déchets . Il faudra trouver des pistes nouvelles dans le traitement des déchets selon Fabrice Boissier le directeur de l'andra pour trier et recycler les déchets à réutiliser tel les aciers dans le nucléaire afin de diminuer le stock des déchets qui doit atteindre en 2030 selon l'andra 2 ,7 milliards de m3 .

le gouvernement doit obliger les différents acteurs du nucléaires EDF AREVA ASN les sous traitants à se mettre autour de la table pour avancer ensemble sur ce dossier et rechercher les solutions de fermeture techniques possibles .Ce qui va créer de nouvelles technologies et de nouveaux emplois . Mais pour le moment le lobby du nucléaire s'arc boute sur un refus de tout changement et adopte une attitude de fuite en avant avec des solutions couteuses et injustifiées.

Vous voyez le problème est suffisamment complexe pour mettre en route dès aujourd'hui les mesures d'arrêt de Fessenheim si on veut réellement la fermer en 2016.

Réussir la fermeture de Fessenheim est ue priorité pour que débute enfin la fermeture des réacteurs de plus de 30 ans. Le Bugey et Tricastin, à peine plus récents, sont tout aussi dangereux. En tout une vingtaine de réacteurs ont déjà dépassé les trente ans de fonctionnement.

La France ne peut pas prétendre soutenir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique tout en continuant à gaspiller des millions d'euros pour maintenir en fonctionnement un parc vieillissant et dangereux.